
SASKATCHEWAN CATTLEMEN'S ASSOCIATION

FINANCES

CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES DE 2019



102-2255 13TH AVENUE
REGINA (SASKATCHEWAN) S4P 4L2
TÉLÉPHONE : 306-585-2333
TÉLÉCOPIEUR : 306-585-2334
WWW.SASKBEEF.COM

RECOMMANDATIONS :

Recommandation 1 : Que le gouvernement investisse dans les infrastructures rurales, ce qui comprend les routes et l'accès Internet en milieu rural.

Recommandation 2 : Que le gouvernement modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* et le *Règlement de l'impôt sur le revenu* pour permettre aux particuliers d'opter pour le report de revenu partiel, quand le revenu des producteurs est gonflé artificiellement par la vente forcée dans des situations difficiles en raison de phénomènes météorologiques extrêmes.

Recommandation 3 : Que le gouvernement élimine la paperasserie administrative afin d'améliorer l'accès à l'industrie agricole par les travailleurs étrangers temporaires.

Recommandation 4 : Que le gouvernement assure la collaboration ministérielle et, dans certains cas, le financement, des produits agricoles qui satisfont aux exigences des accords commerciaux récents tels que l'AECG.

À propos

Créée en 2009 et comptant des représentants de tous les secteurs de l'industrie (naissage, bovins semi-finis et parcs d'engraissement) et dans l'ensemble des régions de la province, la SCA a pour mandat d'être le porte-parole de l'industrie du bœuf de la province. La SCA cherche à développer et promouvoir l'industrie en investissant dans la recherche et en s'en faisant le défenseur, tant au niveau provincial qu'à l'échelle nationale. Nous travaillons en étroite collaboration avec d'autres associations provinciales de bovins et de culture fourragère, ainsi que des organismes nationaux tels que la Canadian Cattlemen's Association, la National Cattle Feeders Association et la Table ronde canadienne sur le bœuf durable.

La contribution de l'industrie à l'économie

L'industrie canadienne du bœuf injecte dans l'économie 33 milliards de dollars grâce à la vente de biens et services, directement ou indirectement. Chaque emploi dans le secteur crée 3,56 emplois ailleurs dans l'économie. Pour chaque dollar de revenu touché par les travailleurs et les propriétaires agricoles, 2,08 \$ sont créés ailleurs. Que ce soit directement ou indirectement grâce aux effets sur les revenus induits, le secteur du bœuf génère 228 811 emplois.

Dans le budget fédéral de 2017, le gouvernement du Canada s'est fixé comme but ambitieux d'accroître les exportations agricoles canadiennes pour les porter à 75 milliards de dollars par année d'ici 2025. En établissant un tel but, l'industrie bovine supposait que des investissements financiers considérables seraient effectués dans des domaines tels que les infrastructures, qui renforcent la capacité de notre industrie de soutenir la concurrence, d'avoir accès aux marchés et de continuer de faire croître le cheptel de bovins du Canada. Même si certains progrès ont été réalisés, trop souvent, les investissements dans les régions rurales du Canada et leurs besoins sont assujettis aux besoins des régions urbaines. L'agriculture canadienne contribue à 6 % au PIB du Canada, ce qui devrait suffire à justifier des investissements considérables dans notre industrie et les mesures de soutien nécessaires pour nous aider à réussir et demeurer concurrentiels.

Les besoins en infrastructures rurales : l'accès à Internet

L'accès constant à Internet en milieu rural continue d'être un problème pour les producteurs de bovins de la province. L'agriculture canadienne a évolué pour devenir une industrie très spécialisée. De nombreux producteurs de bovins exploitent une entreprise de plusieurs millions de dollars, contribuant énormément à l'économie canadienne et à celle de la Saskatchewan. Tout comme la plupart des autres entreprises, nos producteurs comptent sur des services Internet et cellulaires pour mener leurs affaires. Certains producteurs ont la chance de vivre dans des régions rurales où la réception est bonne, mais cela n'est pas la norme. La plupart de nos producteurs obtiennent des services cellulaires et Internet intermittents et peu fiables. Non seulement la couverture cellulaire n'est-elle pas répartie uniformément dans l'ensemble de la province, mais encore la topographie, comme les collines et les arbres, les intempéries et les toits en tôle qui sont courants sur les bâtiments agricoles, les bureaux agricoles et les maisons de ferme, interrompent le service cellulaire. La réception Internet intermittente crée de graves problèmes, puisqu'elle peut empêcher les producteurs d'avoir accès aux programmes de gestion des risques de leur entreprise, comme le programme ponctuel Programme d'assurance des prix du bétail dans l'Ouest (WLPPI), nuire à l'achat et à

Saskatchewan Cattlemen's Association – accroître et promouvoir le succès de tous les secteurs de la production de l'industrie de l'élevage de bovins de boucherie de la Saskatchewan grâce à la représentation véritable de toutes les régions de la province.

la vente de bovins qui valent jusqu'à des millions de dollars, ainsi qu'à de la diffusion des webinaires éducatifs qui sont importants pour la gestion de leur entreprise.

Dans ses deux derniers budgets, le gouvernement de la Saskatchewan s'est engagé à investir dans les infrastructures Internet et cellulaires en milieu rural. Il a accru le nombre de tours de téléphonie cellulaire dans la province et a enfoui plus de câbles à fibres optiques. Toutefois, les problèmes liés à un service sans fil fiable dans la province ne disparaîtront pas, à moins que des lignes solides ne soient directement acheminées vers les maisons. La SCA reconnaît les coûts importants qui sont liés à ce genre de projet, mais des exemples de projets semblables sont réalisés dans le nord du Manitoba¹. Cela dit, la SCA demande au gouvernement fédéral de mettre à l'essai un programme similaire pour les régions rurales de la Saskatchewan, qui serait assorti d'un financement des gouvernements fédéral et provincial, de même que de toute entreprise privée qui souhaiterait y participer.

Les infrastructures rurales : les routes

Puisque notre industrie dépend énormément du commerce et qu'elle ne dispose pas d'un abattoir de ruminants approuvé par le gouvernement fédéral, nos producteurs comptent sur les routes pour transporter leurs produits jusqu'au marché et pour conduire leurs animaux aux parcs d'engraissement et aux abattoirs de ruminants situés dans d'autres provinces. Malgré sa population relativement petite, la Saskatchewan compte le plus grand nombre de routes par habitant au pays. Cette situation crée un problème particulier et difficile quand vient le temps d'entretenir et de moderniser ces routes. Étant donné l'importance du commerce et sa contribution à notre industrie, notre province et notre pays, la SCA demande au gouvernement du Canada d'injecter des fonds dans l'entretien des routes rurales en plus du Fonds de la taxe sur l'essence. Il pourrait y parvenir en créant un fonds pour l'infrastructure rurale, qui serait un partenariat avec le gouvernement provincial et les municipalités.

Le report du revenu

Quand des événements météorologiques extrêmes se produisent, comme des sécheresses, les producteurs peuvent être confrontés à la dure réalité de devoir vendre leurs animaux reproducteurs. Cette situation se traduit par un revenu inattendu au cours d'un exercice, qui peut créer un fardeau fiscal supplémentaire pour ces producteurs. Le gouvernement peut prendre une mesure extraordinaire en autorisant les producteurs à reporter de l'impôt pour alléger ce fardeau. Malheureusement, il y a plusieurs obstacles à cela. La décision finale revient à Finances Canada et peut prendre beaucoup de temps. La SCA croit qu'il devrait revenir aux producteurs de gérer leurs risques et d'avoir les outils nécessaires pour le faire. Par conséquent, la SCA demande au gouvernement de modifier la *Loi de l'impôt sur le revenu* et le *Règlement de l'impôt sur le revenu* pour permettre aux particuliers d'opter pour le report de revenu partiel quand le revenu des producteurs est artificiellement gonflé par la vente forcée dans des situations difficiles en raison de phénomènes météorologiques extrêmes.

¹ <https://www.newswire.ca/news-releases/dig-joins-partnership-to-bring-high-speed-internet-to-northern-manitoba-687390951.html> [EN ANGLAIS SEULEMENT].

Les pénuries de main-d'œuvre

Comme beaucoup d'industries du Canada, l'industrie canadienne de l'élevage bovin est aux prises avec le problème chronique des pénuries de main-d'œuvre. En 2014, l'industrie du bœuf employait 40 900 personnes à l'échelle nationale. Parce qu'elle compte le deuxième plus important cheptel de bovins au pays, l'industrie du bœuf de la Saskatchewan employait 7 848 personnes. Au cours de la même période, l'industrie a réussi à combler 3 500 postes vacants, ce qui lui a coûté 141 millions de dollars. On estime que, d'ici 2025, la pénurie de main-d'œuvre dans l'industrie du bœuf pourrait atteindre 12 500 emplois², ce qui aurait une incidence majeure sur notre compétitivité et notre survie à titre d'industrie.

Contrairement à de nombreuses autres industries, nous devons relever des défis bien particuliers pour lutter contre ce problème. Puisque beaucoup de Canadiens ne vivent plus sur une ferme depuis plusieurs générations, ils n'ont aucun intérêt à travailler dans une exploitation agricole, pendant de longues heures, à faire des tâches physiques exigeantes, souvent dans des endroits qui sont loin d'être idéals ou attrayants, puisqu'il y a de moins en moins de commodités, comme des services Internet fiables en milieu rural. Malheureusement, pour garantir que nos exploitations poursuivent leurs activités, notre industrie est obligée de s'approvisionner à l'extérieur du pays afin de trouver des personnes qui sont prêtes à travailler. Par ailleurs, l'industrie du bœuf est concentrée dans les Prairies, où elle soutient la concurrence d'autres secteurs des ressources naturelles, notamment les secteurs pétrolier et gazier, pour obtenir des travailleurs. En plus de la diminution de la main-d'œuvre disponible, il faut tenir compte de l'âge de bon nombre de nos producteurs, qui vont prendre leur retraite au cours des 10 prochaines années.

La présentation d'une demande de travailleurs étrangers temporaires offre une source de main-d'œuvre de rechange à notre industrie. Cela dit, le programme est truffé de problèmes. Les longs délais de traitement, la prise de décisions non uniformes par les représentants de Service Canada, les règles non publiées et les communications absentes ou très peu nombreuses ne sont que quelques-uns des nombreux défis que doivent relever les personnes qui essaient d'utiliser le programme.

La SCA, tout comme d'autres membres de l'industrie du bœuf et de l'agriculture, a pris part aux consultations organisées par le gouvernement à propos du programme des travailleurs étrangers temporaires. Il est devenu évident que les fonctionnaires ne comprennent pas ou comprennent très peu comment notre industrie fonctionne et quels sont ses besoins. Par conséquent, la SCA demande au gouvernement fédéral de faire un effort concerté pour s'assurer que le programme fonctionne pour l'agriculture canadienne. Pour ce faire, le Ministère devra peut-être séparer le volet agricole du reste des demandes afin d'assurer son succès.

L'importance du commerce

Le Canada est l'un des plus importants exportateurs de viande rouge et de bétail au monde, exportant environ 45 % de la production canadienne de bœuf et de bovins chaque année. Le Canada produit environ 1,3 million de tonnes de bœuf par année. En 2016, l'industrie canadienne du bœuf a exporté pour 2,3 milliards de dollars (359 600 tonnes) de bœuf, ce qui représente 39 % de l'abattage au pays. Il s'agit là

² Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture, *Beef Industry Labour Market Forecast to 2025* [EN ANGLAIS SEULEMENT].

d'exportations de bœuf record. Le Canada a exporté 622 490 tonnes de bœuf et de bovins d'une valeur de 3,6 milliards de dollars en 2016, soit 47 % de la production de bœuf (y compris l'exportation de bovins d'abattage sur pied).

L'industrie canadienne du bœuf expédie des produits dans 56 pays, mais dépend des États-Unis pour 75 % de toutes les exportations de bœuf. Les autres marchés d'exportation les plus importants sont la Chine continentale et Hong Kong (8 %), le Japon (6 %), le Mexique (4 %) et la Corée du Sud (2 %), représentant 96 % du volume total des exportations. Tous les autres marchés réunis constituent les autres 4 % des exportations de bœuf canadien.

La SCA et l'industrie canadienne du bétail ont été et continuent d'être de farouches défenseurs de l'amélioration de l'accès aux marchés actuels et nouveaux dans le monde entier. Nous saluons le travail réalisé par le gouvernement en place pour garantir la signature et la mise en œuvre de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne. Même si l'AECG prévoit l'accès tarifaire pour le bœuf jusqu'à concurrence d'une certaine qualité, nos producteurs doivent toujours respecter des exigences réglementaires pour pouvoir approvisionner ce marché. L'une de ces exigences précise que les producteurs doivent travailler avec des vétérinaires accrédités par l'ACIA. Malheureusement, l'ACIA a invoqué les lois sur la protection des renseignements personnels, ce qui empêche la distribution de sa liste de vétérinaires accrédités auprès de l'industrie. Il revient maintenant à l'industrie de compiler cette liste, en consacrant du temps et des ressources supplémentaires afin de reprendre le travail qui a déjà été fait. Cela crée une certaine frustration et du ressentiment à l'égard de l'ACIA, qui empêche l'industrie de progresser sur ce marché. Bien que l'industrie respecte les lois sur la protection des renseignements personnels, il existe des façons de répondre à notre demande et de faire ressortir l'expertise vétérinaire au pays, sans mettre en péril les lois canadiennes sur la protection des renseignements personnels. Étant donné le débouché qui est offert à notre industrie sur ce marché, il serait bon que l'ACIA collabore avec nous afin de trouver une solution, par exemple, en demandant aux vétérinaires accrédités, dès qu'ils ont obtenu leur accréditation, l'autorisation de diffuser leurs coordonnées. La SCA demande la collaboration du ministère fédéral afin de remplir les exigences réglementaires des accords commerciaux et, au besoin, de verser des fonds à l'industrie pour qu'elle puisse y parvenir.

Conclusion

Les problèmes susmentionnés font ressortir la nécessité pour le gouvernement fédéral de prêter attention et de veiller à ce que l'industrie canadienne du bétail demeure concurrentielle sur le marché mondial. Certains des défis les plus importants pour l'industrie demeurent au pays. La réglementation lourde et non uniforme, les infrastructures compromises et insuffisantes, de même que les pénuries de main-d'œuvre ne sont que quelques-uns des problèmes auxquels nous sommes confrontés tous les jours. Nous croyons qu'il y a une bonne occasion d'investir des sommes considérables dans les régions rurales du Canada afin d'aider les industries qui assurent la survie des petites villes qui contribuent beaucoup à l'économie.